

Courage et Convictions - 1^{er} février 2007

Comment augmenter le pouvoir d'achat ?

Le pouvoir d'achat constitue l'un des thèmes centraux de préoccupation des Français. Pour beaucoup d'entre eux, la conséquence d'une croissance faible et d'un chômage persistant peuvent engendrer une vie difficile. Celle-ci s'accompagne souvent d'un sentiment de frustration nourri par trois éléments :

- Un sentiment des Français que leurs enfants auront une vie plus difficile que la leur, alors qu'ils ont eux-mêmes une vie plus difficile que leurs parents qui ont connu les « 30 glorieuses »
- La perception que d'autres pays font mieux que nous, en particulier pour leurs classes moyennes (Espagne, Grande-Bretagne – le PIB par tête des Anglais, inférieur de 25% au nôtre en 1980, lui est aujourd'hui supérieur de près de 5%, ou même Irlande, dont la richesse par tête est aujourd'hui la plus forte d'Europe et celle qui a le plus progressé en 25 ans)
- L'impression que les inégalités se creusent puisque la plus grande transparence donnée dans tous les secteurs (grandes entreprises, mais aussi sport et médias) aux rémunérations met en lumière des inégalités qui ne sont sans doute pas nouvelles, mais qui sont perçues comme choquantes

Si le pouvoir d'achat n'a en fait pas cessé de progresser, ce sont les écarts entre catégories et avec certains pays étrangers qui sont devenus plus perceptibles. Dans ces conditions, l'évolution du pouvoir d'achat est un sujet clé car il est perçu par le grand public comme un baromètre du redémarrage de l'économie et de la reprise de l'ascenseur social. Il faut donc, pour réussir, ne se tromper ni sur l'analyse, ni sur les remèdes.

Si, pour un ménage, le pouvoir d'achat est déterminé par la somme de ses revenus d'activité et de transfert, pour la nation dans son ensemble c'est la richesse marchande, et elle seulement, qui constitue le moteur du pouvoir d'achat. En effet, les transferts ou les dépenses publiques ne créent aucune richesse supplémentaire et ont, la plupart du temps, un effet plus faible qu'on ne le pense puisqu'elles sont financées par des prélèvements sur les plus productifs dont les prix de revient sont augmentés ou les revenus nets diminués. Il en résulte :

- Qu'il faut avant tout faire progresser la production de richesse marchande
- Que le second facteur d'augmentation du pouvoir d'achat est la réduction de la dépense publique (faire baisser le « point mort » du pays le rend plus compétitif et permet à la fois d'accélérer la croissance et d'augmenter les revenus nets)
- Que les revenus de transferts, comme leur nom même l'indique, ne modifient pas le volume de richesse créée, mais seulement l'affectation de la richesse distribuable. Il ne s'agit bien entendu pas d'en nier la nécessité, mais seulement de rappeler qu'elles ne sont supportables que dans un contexte de croissance soutenue. Les faire progresser lorsque la croissance est faible, où leur niveau déjà très élevé, loin d'avoir un effet accélérateur, freine au contraire la croissance future.
- Que la quatrième source d'augmentation du pouvoir d'achat est le maintien d'une inflation faible obtenue par la traduction dans le prix des biens et des services de l'innovation et de la productivité.

Si l'on admet ce raisonnement simple, il est alors facile de comprendre les quatre familles de mesures essentielles à prendre pour faire progresser le pouvoir d'achat de nos compatriotes :

1. **Augmenter la quantité de richesse marchande produite.**
2. **Faire baisser la dépense publique.**
3. **Créer une pression sur les prix par l'ouverture de la concurrence,** et l'augmentation de la productivité, notamment dans les services.
4. **S'interdire de créer de nouvelles dépenses de transferts ou de prendre des mesures telles que les « coups de pouce » au SMIC** qui ne créent aucune richesse supplémentaire, et au contraire, en augmentant le coût déjà élevé du travail non qualifié, renforcent le chômage de masse.